M. C. Cimon, ci-devant député de Charlevoix,
les écoles d'agriculture, et le meilleur
système de culture.

I

Je dois avant tout déclarer que nos écoles d'agriculture ne font pas tout le bien désiré, et que seules, elles ne le feront pas de sitôt. Le système qui y est enseigné entraîne avec lui trop de dépenses pour que nos habitants puissent l'adopter.

C. CIMON.

Ce n'est qu'aujourd'hui, six mars, que j'ai pris connaissance des notes de M. Cimon sur l'agriculture, publiées dans le *Journal de Québec* du vingt-neuf février. Je vais traiter la thèse de ce Monsieur, au point de vue des principes de la science agricole appliqués à notre climat, et à la situation économique de nos cultivateurs canadiens. Je ne dirai rien qui n'ait été fait et expérimenté ici, sous mes yeux, depuis dix ans, à Ste. Anne, à l'exemple de M. Cimon qui "offre à ceux qui ont en mains les destinées de la patrie, l'humble concours de son expérience."

L'écrit de M. Cimon, outre la valeur qu'il peut tirer du nom de son auteur, en reçoit une bien plus grande de l'article élogieux que lui a consacré le *Journal de Québec*, en s'appuyant sur la haute approbation du comité de l'agriculture, et de l'hon. M. Chauveau, notre digne premier ministre. Avec de tels éloges, émanant de telles sources, l'écrit de M. Cimon acquiert presque l'importance d'un document officiel.

Ainsi considéré, l'écrit de M. Cimon mérite plus qu'une attention ordinaire. Il doit être sérieusement examiné, médité, discuté. La question de la réforme de notre système de culture est, à l'égard de la colonisation, une question de vie ou de mort pour le Bas-Canada, a-t-on dit déjà bien souvent. L'étude des moyens qui doivent amener cette heureuse transformation est donc de la plus haute importance. Elle ne doit pas être décidée à la hâte, sans autre examen que celui qui serait fait, par exemple, autour d'une table, dans le secret, par une quinzaine de personnes plus ou moins compétentes, quoique toutes animées des meilleures intentions. Elle ne doit pas être acceptée du public, ni encore moins recommandée par les journaux, sans une étude préalable et suffisante. Il ne faut pas que l'opinion publique soit, dès le début, exposée à prendre une fausse direction sur des matières de cette importance.